

**DIRECTION DES SERVICES PENITENTIAIRES D'OUTRE-MER
SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION
DE POLYNÉSIE FRANCAISE**

MARCHE A PROCEDURE FORMALISEE

Article 2124-2 du code de la commande
publique

Règlement de la Consultation

**MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME PERSONNALISE
D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSERTION PROFESSIONNELLE (P.P.A.I.P.)
A DESTINATION DES PERSONNES PLACEES SOUS MAIN DE JUSTICE
(P.P.S.M.J.)**

MP-SPIPPOLYNESIE-PPAIP-2025-01

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le mardi 6 mai 2025 à 12 heures (heure de Tahiti)

SOMMAIRE

Article 1 : Dispositions générales.....	3
1.2 - <i>Objet de la consultation</i>	3
1.3 <i>Périmètre du marché</i>	3
1.4 <i>Forme du marché</i>	3
1.5 <i>Durée du marché</i>	4
1.6 <i>Estimation et montant maximum du marché</i>	4
1.7 <i>Nomenclature communautaire</i>	4
Article 2 : Conditions de la consultation	4
2.1 - <i>Conditions de participation des candidats</i>	4
2.2 - <i>Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives</i>	5
2.3 - <i>Délai de validité des offres</i>	5
2.4 – <i>Négociations</i>	5
Article 3 : Modification du dossier de consultation.....	5
Article 4 : Présentation des candidatures et des offres	5
4.1- <i>Les documents relatifs à la candidature</i>	5
4.2 – <i>Modalités de réponses en cas de groupement</i>	6
4.3- <i>Pièces de l'offre</i>	7
Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres	9
Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
Article 7 : Suite à donner à la consultation	12
Article 8 : Récompenses	12
Article 9 : Renseignements complémentaires.....	112

Article 1 : Dispositions générales

1.1 - Étendue de la consultation

La procédure de passation utilisée est : marché à procédure formalisée.
Elle est soumise aux dispositions de l'article L2124-2 du code de la commande publique.

1.2 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle (PPAIP) à destination des personnes placées sous main de justice (PPSMJ).

Les prestations sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.3 Périmètre du marché

Les prestations s'exécutent dans les établissements et services pénitentiaires suivants :

- Centre pénitentiaire de FAA'A -NUUTANIA
- Centre de détention de TATUTU - PAPEARARI
- Antenne du Milieu Ouvert de Papeete du S.P.I.P. de POLYNÉSIE FRANCAISE

La liste des coordonnées des établissements et service pénitentiaires est annexée au C.C.T.P. (annexe n°2). Ces établissements et services pénitentiaires dépendent de la Direction des Services Pénitentiaires d'Outre-Mer (D.S.P.O.M.).

1.4 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande qui s'exécute au fur et à mesure de l'apparition de besoins. Il est passé sans minimum, et avec un maximum prévu à l'article 1.5 du C.C.A.P.

Les bons de commande sont émis selon les modalités de l'article 3.2 du C.C.A.P.

1.5 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.

Il peut être reconduit par tacite reconduction, trois fois, sans que la durée totale du marché ne puisse **excéder quatre (4) ans**.

Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties 3 mois au moins avant la fin de la période en cours, par courriel avec accusé de réception.

1.6 Montant maximum du marché

Le montant maximum d'engagement du marché est de 320 000 € H.T. pour la totalité de la période de 4 ans.

1.7 Nomenclature communautaire

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
75231240-8	Service de réinsertion

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

La forme de groupement est libre.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Article 3 : Modification du dossier de consultation

L'administration pénitentiaire se réserve le droit d'apporter, 6 jours au plus tard avant la date limite fixée de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

4.1 – Présentation des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en XPF et/ou en EURO en H.T. et en T.T.C.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.2 – Modalités de réponses en cas de groupement

Les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

- ✓ **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas :

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ;
- ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ;
- le DC1 est téléchargeable sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité.

- ✓ **En cas de groupement solidaire :**

Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, la DAP les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, elle imposera, au sens de l'article R.2142-3 du code de la commande publique, la forme du groupement solidaire dans la mesure où cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

✓ **En cas de groupement conjoint :**

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

4.3- Pièces de l'offre

- 1) L'acte d'engagement (AE);
- 2) Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- 3) Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- 4) Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- 5) Le Règlement de la consultation (R.C.) ;
- 6) Annexe 1 : L'engagement de confidentialité ;
- 7) Annexe 2 : Les conditions d'accès sur les lieux de détention ;
- 8) Annexe 3 : Présentation de l'administration pénitentiaire et de la Direction des Services Pénitentiaires d'Outre-Mer ;
- 9) Annexe 4 : Liste des établissements concernés ;
- 10) Annexe 5 : Cartographie de la D.S.P.O.M. ;
- 11) Annexe 6 : Proposition technique du candidat ;
- 12) La première page du CCAG-FCS 2021 - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.

- La déclaration attestant que le candidat ne fait pas l'objet des interdictions à soumissionner ;

- Tous documents prouvant que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier peut être retiré sur PLACE : www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

- Documents à produire :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes conformément aux articles R 2142-1, R 2142-3, R 2142-4 du Code de la Commande Publique:

- La déclaration attestant que le candidat ne fait pas l'objet des interdictions à soumissionner
- Tout document permettant d'apprécier la capacité économique et technique

- Les documents complémentaires (attestation d'assurances, situation fiscale, situation au regard des cotisations sociales, certificat sur l'honneur...) seront à produire après l'examen des candidatures et à la demande de l'administration.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les autres candidats, qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

5.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-après avec leur pondération.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

1. Critères Pondération

- **Le prix : 50%**

- **Le critère technique : 50%**

2. Détail des critères de pondération

a) Le prix de la prestation pour 50 points :

L'offre la moins onéreuse (excepté celle qualifiée d'anormalement basse) se verra attribuer la note maximale de 50 pts. Pour les autres offres, elles seront notées de la manière suivante:

- $N = (m \cdot 50) / X$

avec N = note ; m = meilleur prix des soumissionnaires ;

X = prix du soumissionnaire

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

b) Le critère technique décomposé comme suit pour 50 points :

Le candidat devra produire un mémoire technique précisant :

- le programme détaillé des actions (contenu du programme et pertinence par rapport aux objectifs, compréhension des objectifs) : 25 points
- l'organisation et les méthodes utilisées pour assurer les actions : 10 points
- les moyens humains mis en œuvre (nombre d'intervenants, curriculum vitae des intervenants et savoir-faire de intervenants présentés pour chaque type de formation, justifié au travers des prestations assurées dans le domaine de compétence de la procédure) : 10 points

- Les moyens environnementaux et/ou durables déployés pour l'exécution des prestations : 5 points

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leurs offres sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME PERSONNALISE
D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSERTION PROFESSIONNELLE (P.P.A.I.P.)
A DESTINATION DES PERSONNES PLACEES SOUS MAIN DE JUSTICE
(P.P.S.M.J.)**

MP-SPIPPOLYNESIE-PPAIP-2025-01

Il devra être remis contre récépissé ou déposé à l'adresse suivante :

Centre Pénitentiaire de Faa'a

Service des marchés publics

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

6.2 - Transmission électronique

La transmission des plis par voie électronique n'est pas autorisée.

Article 7 : Suite à donner à la consultation

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance devra également être produite dans le même délai.

Article 8 – Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

Article 9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir un courriel :

Pour les questions administratives auprès de Mme Sandra MANUTAHY LEVY-AGAMI

Courriel : Sandra.Manutahi-Levy-Agami@justice.fr

Pour les questions techniques auprès de Monsieur Philippe FOURNIER

Courriel : Philippe.Fournier@justice.fr

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Papeete

Avenue Pouvana'a a Oopa

B.P. 4522

98713 PAPEETE TAHITI

Tél : +689.40.50.90.25

Télécopie : +689.40.45.17.24 Courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à:

Tribunal Administratif de Papeete

Avenue Pouvana'a a Oopa

B.P. 4522

98713 PAPEETE TAHITI

Tél : +689.40.50.90.25 Courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr

A Le

(Signature du représentant de l'entreprise précédée de la mention « lu et approuvée »)